



Le nouveau cap de l'Union européenne sur l'Arctique

The new European Union Arctic strategy

La nouvelle politique de l'Union dans l'Arctique publié le 13 octobre dernier marque deux orientations inédites dans le positionnement diplomatique de l'UE : un tournant stratégique et sécuritaire, et la priorité absolue accordée à la lutte contre le changement climatique.

The new EU Arctic policy, published on October 13th, lays out two new orientations in the EU diplomatic positioning: a strategic and security turn, and the absolute priority given to the fight against climate change.

Par/By **Laurent Mayet**, Président-fondateur du think tank *Le Cercle Polaire**
Chairman and founder of the think tank *Le Cercle Polaire**

Depuis l'éveil de l'Union européenne à la cause arctique en octobre 2008 jusqu'à la récente communication sur « un engagement renforcée de l'UE en faveur d'une région arctique pacifique, durable et prospère »¹, présentée le 13 octobre dernier, il y a un long parcours marqué par la recherche d'un positionnement diplomatique légitime auprès des « Arctic 8 », les huit États membres du conseil de l'Arctique (Canada, Danemark/Groenland, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, Islande, Norvège et Suède). Au fil des résolutions, des communications et des conclusions relatives à l'Arctique qui se sont succédées, l'UE aura consolidé sans relâche son argumentaire en soutien à la légitimité de son action dans l'Arctique. Et le moins que l'on puisse dire est que ses efforts n'auront pas été récompensés. L'UE quémante depuis 21 ans un statut d'observateur au conseil de l'Arctique et sur ce point, la nouvelle présidence russe du Conseil (2021-2023) ne laisse espérer aucune amélioration.

Hormis le répertoire attendu des stéréotypes du conseil de l'Arctique auxquels chaque document officiel sur l'Arctique doit sacrifier (partenariat avec les populations autochtones, développement durable, réduction des émissions de carbone suie, etc.), deux orientations donnent à la politique actualisée de l'UE, un positionnement audacieux et inédit.

1 - Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions.

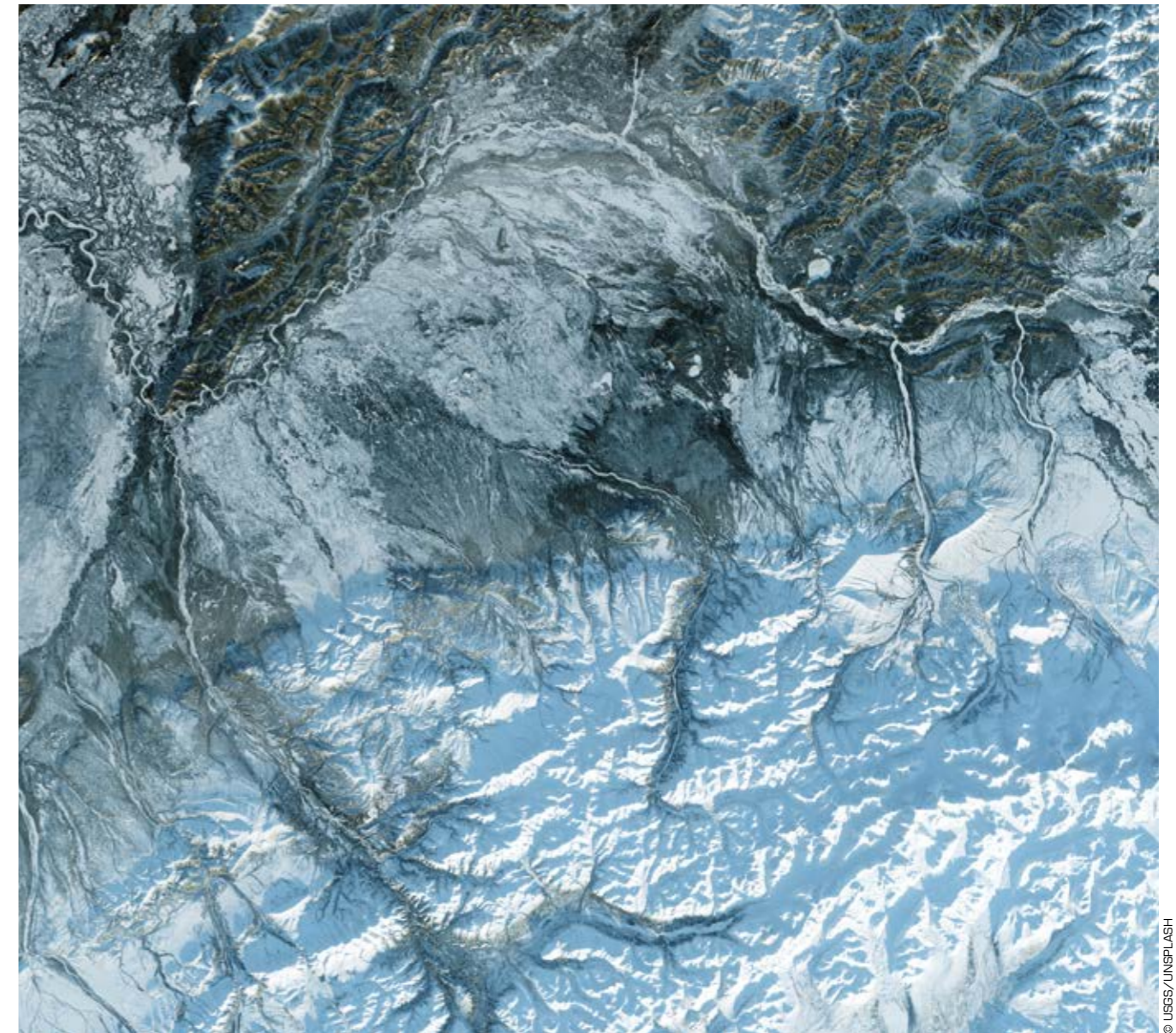
From the European Union resolution on Arctic governance adopted in October 2008 to the recent Communication on "A strengthened EU commitment to a peaceful, sustainable and prosperous Arctic region"¹, unveiled on October 13th, this year, the road has been long, and marked by the search for a legitimate diplomatic position with the "Arctic 8", the eight States members of the Arctic Council (Canada, Denmark/Greenland, the United States of America, the Russian Federation, Finland, Iceland, Norway and Sweden). Through a succession of resolutions, communications and conclusions on the Arctic, the EU has relentlessly consolidated its position in support of the legitimacy of its action there. And the least we can say is that the efforts made have not been rewarded. For 21 years, the EU has been begging a status of observer in the Arctic Council and no improvement can be expected in the near future on this pending application issue under the new Russian Presidency of the Council (2021-2023).

Apart from the expected catalogue of Arctic Council stereotypes that every official document on the Arctic has to fulfil (partnership with indigenous peoples, sustainable development, reduction of soot carbon emissions, etc.), two orientations give the updated EU policy a bold and unprecedented positioning.

1 - Joint communication to the European parliament, the Council, the European economic and social committee and the Committee of the regions.

*Laurent Mayet est ancien représentant spécial pour les Affaires polaires (2016-2017) ; ancien adjoint de l'ambassadeur pour les pôles Michel Rocard (2009-2016); ancien coordonnateur interministériel de la feuille de route nationale sur l'Arctique (2013-2016), au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, France.

*Laurent Mayet is the former Special Representative for Polar Issues (2016-2017); former Deputy to the Ambassador for the Poles Michel Rocard (2009-2016); former inter-ministerial coordinator of the National Roadmap on the Arctic (2013-2016), Ministry of Europe and Foreign Affairs, France. www.lecerclepolaire.com



Le Pôle Nord. / The Northern Pole.

« Jamais l'Union Européenne ne s'était engagée dans la voie d'une condamnation des énergies fossiles arctiques. »

"Never before has the European Union gone down the path of condemning Arctic fossil fuels."

Laurent Mayet

La première touche à la question des énergies fossiles en zone boréale. Jamais l'UE ne s'était engagée dans la voie d'une condamnation des énergies fossiles arctiques. L'Union européenne s'engage à faire « pression pour que le charbon, le gaz et le pétrole restent dans le sol, y compris des régions de l'Arctique ». Ce nouveau cap tient à l'alignement de la politique arctique sur la nouvelle législation sur le climat (Paquet vert pour l'Europe).

The first concerns the issue of fossil energies in the High North where, for the first time, the EU is committed to banning their extraction. The EU is determined to "put pressure to ensure that coal, gas and oil will be kept in the soil, including in the Arctic regions". This new orientation results from the alignment of the Arctic policy with the new climate legislation (Green Package for Europe or "Green

L'Union sait qu'elle va faire grincer des dents mais elle invoque une raison supérieure : « tout va se jouer en matière de lutte contre la crise climatique et la perte de la biodiversité » pendant la prochaine décennie.

Une deuxième orientation nouvelle, qui peut surprendre dans un document de diplomatie publique, est la mise en exergue d'une priorité sécuritaire. Ces dernières années, on constate un « renforcement des capacités militaires dans l'Arctique russe » qui « reflète à la fois un positionnement stratégique sur la scène mondiale et des priorités intérieures ». Les États-Unis, la Norvège, le Royaume-Uni, le Danemark, le Canada et l'Islande suivent cette situation de près. Ce tournant stratégique de l'UE dans l'Arctique est à mettre directement en lien avec la prospective de l'OTAN qui manifeste un intérêt renouvelé pour la zone boréale : « *Le Grand Nord est important pour l'ensemble des pays de l'OTAN, c'est notre flanc Nord commun* » ; « *Nous devons comprendre que la posture de la Russie change dans cette zone* » (Assemblée des parlementaires de l'OTAN, Jens Stoltenberg, 2015).

« *La nouvelle politique de l'Union Européenne pour l'Arctique sacrifie peu aux convenances diplomatiques à l'égard du conseil de l'Arctique.* »

"The new European Union Arctic policy makes few compromises with regard to diplomatic convenience in the Arctic Council."

Laurent Mayet

En inscrivant une priorité stratégique dans sa politique arctique, l'enjeu de coopération internationale change de visage et ne recouvre plus les mêmes alliances ni les mêmes équilibres. On passe des enceintes diplomatiques de coopération régionale et multilatérale à l'alliance politique et militaire de l'OTAN dont cinq pays arctiques sont membres (Canada, Danemark, Islande, Norvège et États-Unis) et deux (Finlande et Suède) sont des partenaires bénéficiant du programme « nouvelles opportunités » ; la Fédération de Russie héritant de la figure, que l'on croyait révolue, de l'ennemi commun fédérateur.

Dans cette nouvelle donne, l'Union européenne qui compte 21 États membres en commun avec l'OTAN, acquiert un poids et une légitimité politiques considérables, qui contraste fortement avec son non-statut au conseil de l'Arctique. Qu'il s'agisse de la priorité climatique ou de la priorité sécuritaire, la nouvelle politique de l'UE pour l'Arctique sacrifie peu aux convenances diplomatiques à l'égard du conseil de l'Arctique et rompt avec le processus de recherche d'un positionnement légitime auprès des Arctic 8. « *L'action de l'UE dans l'Arctique n'est pas (plus, ndlr) une question de convenance mais une nécessité* », précise la nouvelle communication. En définitive, la question ouverte est de savoir jusqu'à quel point la coopération internationale en matière de sécurité dans le Grand Nord permettra de préserver les équilibres au sein du conseil de l'Arctique. ■

Deal"). The EU recognises that this will raise eyebrows, but argues that there is a more important reason: "in terms of fight against climate change and the loss of biodiversity, everything will be played over the next decade".

A second new orientation, somewhat unexpected in a public diplomacy document, is the highlighting of a security priority. In recent years, there has been an "increase in military capabilities in the Russian Arctic" which "reflects both strategic positioning on the world stage and national priorities".

The United States, Norway, the United Kingdom, Denmark, Canada and Iceland are closely observing this situation. This strategic move by the EU in the Arctic is directly linked to NATO's forward-looking approach, which reveals a renewed interest in the northern area: "The High North is important for all NATO countries, it is our common northern border"; "We have to be aware of the fact that Russia's posture is changing in this area" (NATO Parliamentary Assembly, Jens Stoltenberg, 2015).

By including a strategic priority in its Arctic policy, the question of international cooperation takes a different turn and is no longer based on the same alliances and political balances. We move from diplomatic fora of regional and multilateral cooperation to the political and military alliance of NATO, where five Arctic States are members (Canada, Denmark, Iceland, Norway and the United States) and two of them (Finland and Sweden) are partners benefiting from the "new opportunities" programme. The Russian Federation thus regains the role of the federating common enemy that was thought to have disappeared.

In this new game, the European Union, which shares 21 members States with NATO, has gained considerable political weight and legitimacy, contrasting with its non-status in the Arctic Council. With these two new orientations (climate priority and security priority), the new EU Arctic policy makes few compromises with regard to diplomatic convenience in the Arctic Council and breaks with the process of finding a legitimate position with the Arctic 8 engaged since 2008. "EU action in the Arctic is no longer a matter of convenience but a necessity", the new communication states.

In the end, the open question is to know to what extent international security cooperation in the High North will allow to preserve the existing balances within the Arctic Council. ■



Le CESM contribue à une meilleure compréhension des enjeux maritimes et navals et des réponses apportées par la Marine nationale.

The CESM contributes to a better understanding of maritime and naval issues and the responses provided by the French Navy.

Enseignement

- Animation de séminaires pédagogiques dans de grandes écoles et universités partenaires
- Formations dédiées aux officiers de la Marine, de carrière ou de réserve et aux partenaires
- Conférences navales mensuelles (3^e mercredi) et colloques
- Webinaires navals mensuels

Teaching division

- Seminars animation in partnership with universities (Sorbonne university, Science Po Paris, ICP...).
- Training courses dedicated to Navy officers, career or reserve officers, and partners
- Monthly naval conferences and symposiums
- Monthly naval webinars

Études

- Réflexion sur le fait maritime et les problématiques civiles et militaires liées aux océans
- Production bihebdomadaire d'une revue de presse (Amers)
- Publication de notes de synthèse, d'études approfondies (*Brèves marines, Périscope*) et de la revue semestrielle *Études marines* (consultable en ligne)

Studies division

- Reflection on the maritime fact and the civil and military issues related to the oceans
- Biweekly production of a press review (Amers)
- Publication of in-depth studies relating to current maritime subjects (*Brèves marine, Périscope*)
- Publication of the biannual review *Études Marines*

Rayonnement

- Sensibilisation de différents publics aux enjeux maritimes et navals
- Animations de réseaux, notamment la réserve citoyenne
- Organisation d'événements thématiques (conférences, afterworks, visites, wargames, ...)

Influence division

- Public awareness-raising to maritime and naval issues
- Citizen's reserve network animation
- Thematic events organization (conferences, afterworks, war games)

Retrouvez nos publications sur notre site
cesm.marine.defense.gouv.fr

All publications are available on our website



@CESMMarine



@CESMMarine



@CESM

